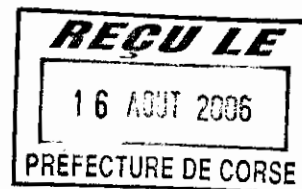


ASSEMBLEE DE CORSE



**DELIBERATION N° 06/149 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
ARRETANT LA PROCEDURE D'ELABORATION DU SCHEMA
DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX
ARRETE RELATIF AU CONTENU DU SDAGE DE CORSE**

SEANCE DU 28 JUILLET 2006

L'An deux mille six, et le vingt huit juillet, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Camille de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

BIANCARELLI Gaby, BIANCUCCI Jean, BIZZARI-GHERARDI Pascale, BUCCHINI Dominique, BURESI Babette, CASTELLANI Pascaline, COLONNA Christine, COLONNA-VELLUTINI Dorothee, DOMINICI François, GALLETTI José, GUIDICELLI Maria, LECCIA Jean-Pierre, LUCIANI-PADOVANI Hélène, LUCIANI Jean-Louis, MARTINETTI Jean-Charles, MATTEI-FAZI Joselyne, MONDOLONI Jean-Martin, MOZZICONACCI Madeleine, NIVAGGIONI Nadine, OTTAVI Antoine, PIERI Vanina, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SCIARETTI Véronique, SCOTTO Monika, STEFANI Michel

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. ALBERTINI Jean-Louis à M. de ROCCA SERRA Camille
Mme ALBERTINI-COLONNA Nicolette à Mme CASTELLANI Pascaline
Mme ANGELI Corinne à M. MARTINETTI Jean-Charles
M. ANGELINI Jean-Christophe à Mme NIVAGGIONI Nadine
M. CECCALDI Pierre-Philippe à Mme LUCIANI-PADOVANI Hélène
Mme GORI Christiane à Mme BIANCARELLI Gaby
Mme GUERRINI Christine à Mme SCOTTO Monika
Mme NATALI Anne-Marie à M. MONDOLONI Jean-Martin
M. PANUNZI Jean-Jacques à Mme MATTEI-FAZI Joselyne
Mme PROSPERI Rose-Marie à Mme COLONNA Christine
Mme RICCI Annie à Mme BURESI Babette
Mme RICCI-VERSINI Etienne à Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette
M. SIMEONI Edmond à M. BIANCUCCI Jean

Mme SUSINI Marie-Ange à M. LECCIA Jean-Pierre
M. TALAMONI Jean-Guy à Mme SCIARETTI Véronique

ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.

ALESSANDRINI Alexandre, ALIBERTINI Rose, ALLEGRINI-SIMONETTI Marie-Dominique, CHAUBON Pierre, DELHOM Marielle, FILIPPI Geneviève, GUAZZELLI Jean-Claude, MARCHIONI François-Xavier, SISCO Henri.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** la loi n° 82/213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83/663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83/8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86/16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relative au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86/972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 2002.92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse et notamment son article 26,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 4422-16,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

EMET un avis favorable sur le projet d'arrêté relatif au contenu du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Corse, tel qu'il figure dans le document joint en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 :

CONFIRME sa demande d'être consultée sur :

- ↗ la définition des bon(s) état(s) et bon(s) potentiel(s),
- ↗ le programme de surveillance,
- ↗ le programme de mesures,
- ↗ l'avant-projet de SDAGE avant qu'il soit soumis à consultation.

ARTICLE 3 :

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 28 juillet 2006

Pour copie certifiée conforme à l'original
pour le Président de l'Assemblée de Corse
et par délégation
Le Secrétaire Général de l'Assemblée


Serge TOMI

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Camille de ROCCA SERRA

ANNEXES

ANNEXE 1**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE****République Française**

**Arrêté n° 06. ... CE du Président du Conseil Exécutif du
relatif au contenu du
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de CORSE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

- VU** la loi n° 72.619 du 5 juillet 1972 modifié portant création et organisation des régions,
- VU** la loi n° 83.18 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre la commune, le département, la région et notamment son article 75,
- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région de Corse,
- VU** le Titre II - Livre IV - IVème partie du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif à la Collectivité Territoriale de Corse, modifié par la loi n° 2002.92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse, et notamment son article 26 ;
- VU** le décret n° 2002-823 du 3 mai 2002 relatif à la Collectivité Territoriale de Corse, et notamment son article 12 ;
- VU** la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;
- VU** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- VU** la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE ;
- VU** le décret n° 2005-475 du 16 mai 2005 relatif aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins et des groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagements et de gestion des eaux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;
- VU** l'avis du Comité de Bassin de Corse en date du 18 mai 2006 ;

VU la délibération n° 06/149 AC de l'Assemblée de Corse en date du 28 juillet 2006 ;

ARRETE

Art. 1 - I - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de CORSE comporte les éléments suivants :

- 1) Un résumé présentant l'objet et la portée du document ainsi que la procédure d'élaboration ;
- 2) Les orientations fondamentales ;
- 3) Les objectifs définis en application des dispositions des IV à VII de l'article L 212-1 du code de l'environnement et les motivations éventuelles d'adaptation de ces objectifs en application du second alinéa de l'article 7 et des articles 11, 15 et 16 du décret du 16 mai 2005 susvisé ;
- 4) Les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs, pour prévenir la détérioration de l'état des eaux et pour décliner les orientations fondamentales.

II - Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux est notamment accompagné, à titre informatif, des documents suivants :

- 1) Une présentation synthétique relative à la gestion de l'eau à l'échelle du bassin hydrographique ;
- 2) Une présentation des dispositions prises en matière de tarification de l'eau et de récupération des coûts afin de contribuer à la réalisation des objectifs du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ;
- 3) Le résumé du programme pluriannuel de mesures établi en application de l'article L. 212-2-2 du code de l'environnement ;
- 4) Le résumé du programme de surveillance de l'état des eaux établi en application de l'article L. 212-2-2 du code de l'environnement ;
- 5) Le dispositif de suivi destiné à évaluer la mise en œuvre du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ;
- 6) Un résumé des dispositions prises pour l'information et la consultation du public ainsi que la déclaration prévue à l'article L. 122-10 du code de l'environnement ;
- 7) Une note d'évaluation du potentiel hydroélectrique à l'échelle du bassin hydrographique.

Art. 2 - Le projet de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux soumis à la consultation du public est accompagné du rapport environnemental prévu aux articles L. 122-6 et R. 122-20 du code de l'environnement et de l'avis du Préfet de Corse établi en application des articles L. 122-7 et R 122-19 du code de l'environnement.

Lorsque les éléments constituant le rapport environnemental décrits à l'article R 122-20 du code de l'environnement figurent dans le projet de schéma directeur et dans ses documents d'accompagnement, le rapport environnemental y fait référence et les présente sous la forme d'un résumé.

Art. 3 - Le résumé mentionné au 1) du I de l'article 1^{er} ci-dessus présente le contexte juridique et la portée du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. Il identifie les principales étapes du programme de travail et de la procédure d'élaboration du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et

rappelle les principales actions conduites en vue de l'information et des consultations prévues aux articles 6 et 7 du décret du 16 mai 2005 susvisé.

Il identifie les autorités responsables de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ainsi que du programme pluriannuel de mesures. Il mentionne les moyens disponibles pour accéder aux documents de référence prévus au quatrième alinéa de l'article 7 du décret du 16 mai 2005 susvisé.

Art. 4 - Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau sont établies au regard des objectifs et des exigences visés aux I et II de l'article L. 211-1 du code de l'environnement ainsi qu'en réponse aux questions importantes en matière de gestion de l'eau à l'échelle du bassin hydrographique définies à l'article 6 du décret du 16 mai 2005 susvisé et en tenant compte des orientations fondamentales du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux en vigueur. Chacune des orientations fondamentales est précédée d'un rappel des questions importantes auxquelles elle répond.

Les orientations fondamentales sont répertoriées afin d'en faciliter le repérage.

Art. 5 - Les objectifs définis en application des dispositions des IV à VII de l'article L. 212-1 du code de l'environnement sont présentés sous la forme d'un tableau de synthèse assorti d'éléments cartographiques.

Les jeux de données géographiques utilisés pour la création des éléments cartographiques sont conformes aux spécifications du service national des données et des référentiels sur l'eau (SANDRE).

Art. 6 - I - Pour les eaux de surface, le tableau de synthèse mentionné à l'article 5 ci-dessus précise pour chaque masse d'eau l'objectif retenu, en distinguant l'état, l'état chimique et l'état écologique. Il mentionne les raisons justifiant les classements en masses d'eau fortement modifiées ou artificielles, les reports d'échéance et les définitions d'objectifs dérogatoires mentionnés au 2° du IV, au V et au VI de l'article L. 212-1. Le modèle de tableau à utiliser est présenté à l'annexe du présent arrêté.

Les éléments cartographiques comprennent :

- 1) Une carte présentant les objectifs d'état écologique des masses d'eau de surface continentales, estuariennes et maritimes dans la limite d'un mille nautique au-delà de la ligne de base ;
- 2) Une carte présentant les objectifs d'état chimique des masses d'eaux de surface continentales, estuariennes et maritimes dans la limite des eaux territoriales ;
- 3) Une carte représentant les objectifs d'état des masses d'eaux de surface.

II - Les points stratégiques du bassin où une gestion optimisée de la ressource en période d'étiage doit être mise en œuvre seront identifiés.

Art. 7 - Pour les eaux souterraines, le tableau de synthèse mentionné à l'article 5 ci-dessus précise pour chaque masse d'eau l'objectif retenu, en distinguant l'état, l'état chimique et l'état quantitatif. Il mentionne les raisons justifiant les reports d'échéance et les définitions d'objectifs dérogatoires mentionnés aux V et VI de l'article L. 212-1.

Le modèle de tableau à utiliser est présenté à l'annexe du présent arrêté.

Les éléments cartographiques comprennent :

- 1) Une carte présentant les objectifs d'état quantitatif et identifiant, le cas échéant, les masses d'eau de surface dont la réalimentation par les eaux souterraines est essentielle pour le maintien de leur état écologique et les masses d'eau sensibles à l'intrusion du biseau salé. Dans les zones de répartition des eaux cette carte est déclinée soit en niveaux piézométriques de crise en dessous desquels seuls l'alimentation en eau potable et les besoins des milieux naturels peuvent être satisfaits, soit en volumes maximum prélevables ;
- 2) Une carte présentant les objectifs d'état chimique ;
- 3) Une carte présentant les objectifs d'état des masses d'eau souterraines.

Art. 8 - Indépendamment des dispositions prévues aux articles 6 et 7, les tableaux de synthèse des objectifs d'état des masses d'eau :

- 1) Identifient la masse d'eau d'une part en utilisant les règles de codification spécifiées par le SANDRE, d'autre part en se référant à sa situation géographique au regard de repères aisément identifiables par le public, afin de faciliter la consultation du public ;
- 2) Précisent l'échéance de réalisation des objectifs d'état chimique, d'état écologique ou de bon potentiel écologique pour les eaux de surface à l'exclusion des eaux maritimes au delà de la limite d'un mille et d'états quantitatif et chimique pour les eaux souterraines ;
- 3) Précisent pour les masses d'eau pour lesquelles un objectif dérogatoire est retenu en application de l'article 16 du décret du 16 mai 2005 susvisé, les éléments de définition du bon état qui font l'objet d'une adaptation ;
- 4) Identifient les masses d'eau concernées par l'application du deuxième alinéa de l'article 7 du décret du 16 mai 2005 susvisé et mentionnent dans ce cas les projets relevant de motifs d'intérêt général qui justifient ces choix.

Art. 9 - Pour les substances prioritaires et dangereuses définies à l'article 9 du décret du 16 mai 2005 susvisé, l'objectif de réduction progressive ou d'élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects est présenté, pour chacune des substances ou groupe de substances, comme un pourcentage de réduction escompté à la date d'échéance du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. Cet objectif est défini en tenant compte des délais de réalisation des actions ou des travaux et, le cas échéant, de mise en service des ouvrages.

Le schéma identifie les incertitudes sur les flux ou les origines des substances. Le programme de mesures et le programme de surveillance mentionnent alors les études à réaliser afin de réduire ces incertitudes.

A défaut, lorsque l'incertitude sur la quantité totale émise à l'échelle du bassin hydrographique ne permet pas de calculer un pourcentage de réduction, l'objectif peut être présenté comme un flux éliminé à la date d'échéance du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Art. 10 - Les objectifs spécifiques aux zones de protection des prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine sont présentés d'une part sous la forme d'une carte des zones pour lesquelles des objectifs plus stricts sont fixés afin de réduire le

traitement nécessaire à la production d'eau potable, d'autre part sous la forme d'une carte des zones à préserver en vue d'une utilisation dans le futur pour des captages d'eau destinée à la consommation humaine.

Art. 11 - Les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre une gestion équilibrée de l'eau dans le bassin telle que définit à l'article L.211-1 du code de l'environnement déclinent les orientations fondamentales mentionnées à l'article 4 ci-dessus et contribuent à l'atteinte des objectifs mentionnés à l'article 5 ci-dessus. Elles sont élaborées en tenant compte des dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux en vigueur.

Sont notamment précisés :

- 1) Les dispositions générales ayant pour objet le respect de l'objectif de prévention de la détérioration défini au 4° du IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;
- 2) Les sous bassins versants pour lesquels un schéma d'aménagement et de gestion des eaux est à définir ou à mettre à jour en application du X de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Les dispositions sont classées par orientations fondamentales et répertoriées afin d'en faciliter le repérage.

Art. 12 - Les jeux de données géographiques utilisés pour la création des documents et cartes mentionnés au présent article utilisent les règles de codification spécifiées par le SANDRE.

I - La présentation synthétique relative à la gestion de l'eau mentionnée au 1) du II de l'article 1 ci-dessus comprend :

- 1) Le résumé de l'état des lieux défini à l'article 3 du décret du 16 mai 2005 susvisé ;
- 2) La version abrégée du registre des zones protégées défini à l'article 4 du décret du 16 mai 2005 susvisé ;
- 3) Le bilan de la mise en œuvre du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux actuellement en vigueur ;
- 4) La carte des schémas d'aménagement et de gestion des eaux adoptés ou en cours d'élaboration ;
- 5) Les conditions de référence, représentatives d'une situation exempte d'altérations dues à l'activité humaine, pour chaque type de masses d'eau présent sur le bassin ;

A partir de 2015, cette présentation synthétique comprend en complément :

- 1) Une évaluation des progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs définis dans le schéma directeur précédent et lorsqu'un objectif n'a pas été atteint, les raisons de cet écart ;
- 2) Une présentation synthétique et motivée des mesures prévues dans la version précédente du programme pluriannuel de mesures qui n'ont pas été mises en œuvre ;

- 3) Une présentation synthétique et motivée des éventuelles mesures supplémentaires arrêtées en application de l'article 21 du décret du 16 mai 2005 susvisé.

II - La synthèse sur la tarification et la récupération des coûts mentionnée au 2) du II de l'article 1 ci-dessus indique, à l'échelle du bassin pour chaque secteur économique, le prix moyen, en euro par m³, des services d'eau potable, d'assainissement des eaux usées et d'irrigation. Elle précise le taux de récupération des coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et la ressource, pour chaque secteur économique.

III - Le résumé du programme pluriannuel de mesures comprend une synthèse des principales actions contribuant à la réalisation des objectifs et à la mise en œuvre des dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux organisée par orientation fondamentale.

IV - Le résumé du programme de surveillance comprend une carte des réseaux de surveillance et, sur la base des données disponibles issues des réseaux de surveillance existants :

- 1) Une carte de l'état écologique des eaux de surface ;
- 2) Une carte de l'état chimique des eaux de surface ;
- 3) Une carte de l'état quantitatif des eaux souterraines ;
- 4) Une carte de l'état chimique des eaux souterraines.

V - Le dispositif de suivi mentionné au 5) du II de l'article 1 ci-dessus comporte au minimum des indicateurs relatifs aux éléments suivants :

- 1) L'évaluation de l'état des eaux et l'atteinte des objectifs définis dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ;
- 2) La réduction des émissions de chacune des substances prioritaires ;
- 3) L'évaluation des objectifs de quantité aux points stratégiques du bassin relevant d'une gestion optimisée en période d'étiage ;
- 4) Les volumes d'eau prélevés en eau souterraine et en eau de surface et leur ventilation par secteur d'activité ;
- 5) Le niveau d'exploitation de la ressource en eau aux points stratégiques du bassin relevant d'une gestion optimisée en période d'étiage ;
- 6) La protection des captages d'alimentation en eau potable en application du code de la santé publique ;
- 7) Le dépassement des normes relatives aux eaux distribuées pour les paramètres nitrates et produits phytosanitaires ;
- 8) Le développement des plans de prévention du risque d'inondation ;
- 9) La préservation de zones d'expansion de crues et la mise en place de servitudes de sur-inondation ;
- 10) La conformité aux exigences de collecte et de traitement des eaux résiduaires urbaines ;
- 11) L'accessibilité et la fréquentation des cours d'eau par un ou des poissons migrateurs ;
- 12) Le développement des schémas d'aménagement et de gestion des eaux et des contrats de rivières ;
- 13) Les coûts environnementaux y compris des coûts pour la ressource à l'échelle du bassin ;

14) La récupération des coûts par secteur économique.

Ces indicateurs sont complétés par des indicateurs propres au bassin et adaptés aux dispositions définies dans le schéma directeur.

Le dispositif de suivi est établi en 2010 puis actualisé tous les trois ans. Il est diffusé sur internet.

VI - Le résumé des dispositions concernant la consultation du public mentionné au 6) du II de l'article 1 ci-dessus comprend :

- 1) Le rappel des actions développées pour informer et consulter le public sur le programme de travail d'élaboration ou de mise à jour du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, les questions importantes en matière de gestion de l'eau et le projet de schéma directeur ;
- 2) Les principales suites données à la consultation du public relative au programme de travail d'élaboration ou de mise à jour du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, et aux questions importantes en matière de gestion de l'eau ;
- 3) La déclaration prévue à l'article L.122-10 du code de l'environnement présentant notamment les suites données à la consultation du public sur le projet de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Art. 13 - Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de Corse et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

Fait à Ajaccio, le

**Le Président du Conseil Exécutif
de Corse,**

Ange SANTINI

ANNEXE À L'ARRETE

Tableau de synthèse pour la présentation des objectifs par masse d'eau

Modèle pour les eaux de surface

Nom de la masse d'eau	Code	Type de masse d'eau	Objectifs d'état retenus			Echéance définie pour atteindre l'objectif	Paramètre(s) faisant l'objet d'une adaptation *	Motivations des choix
			Global	Ecologique	Chimique			

* en cas de recours aux dispositions de l'article 16 du décret du 16 mai 2005

Modèle pour les eaux souterraines

Nom de la masse d'eau	Code	Type de masse d'eau	Objectifs d'état retenus			Echéance définie pour atteindre l'objectif	Paramètre(s) faisant l'objet d'une adaptation *	Motivations des choix
			Global	Quantitatif	Chimique			

* en cas de recours aux dispositions de l'article 16 du décret du 16 mai 2005

ANNEXE 2

PROJET DE CONTENU DU SDAGE ET DE SES DOCUMENTS D'ACCOMPAGNEMENT

(ne préjuge pas du sommaire définitif qui sera finalisé après publication de l'arrêté territorial lors de l'élaboration de la V1 au second semestre 2006)

1/ INTRODUCTION

- Objet, contexte juridique, et portée du SDAGE
- Principales étapes de travail, y compris les actions conduites en vue de l'information et de la consultation du public et des assemblées locales
- Désignation des autorités responsables du SDAGE et du programme de mesures
- Moyens disponibles pour accéder aux documents de références

2/ ORIENTATIONS FONDAMENTALES ET DISPOSITIONS ASSOCIEES

- Correspondant à chacune des 8 « questions importantes »
- Correspondant au volet hors DCE du SDAGE : zones humides, milieux remarquables, biodiversité, lacs de montagne ...
- Correspondant à d'autres questions à définir si nécessaire (exemple : sur l'objectif de non dégradation, sur la connaissance et la communication, etc.)

3/ OBJECTIFS PAR MASSE D'EAU

- Pour les eaux de surface (cours d'eau, plans d'eau, eaux de transition, eaux littorales)
 - Tableaux de synthèse avec motivation des dérogations
 - Carte d'objectif d'état écologique
 - Carte d'objectif d'état chimique
 - Carte d'objectif d'état
 - Points stratégiques relevant d'une gestion optimisée de la ressource
- Pour les eaux souterraines
 - Tableaux de synthèse avec motivation des dérogations
 - Carte d'objectif d'état quantitatif (y compris zones de répartition à objectif AEP)
 - Carte d'objectif d'état chimique
 - Carte d'objectif d'état

4/ OBJECTIFS SUBSTANCES PRIORITAIRES ET DANGEREUSES

- Pourcentage de réduction escompté à horizon 2015 par substance (ou à défaut quantification du flux éliminé)
- Identification des incertitudes et programme de travail associé

5/ OBJECTIFS SPECIFIQUES AUX ZONES DE PRELEVEMENTS AEP

- Carte des zones sur lesquelles des objectifs plus stricts sont fixés pour réduire le traitement nécessaire à la production d'eau potable
- Carte des zones à préserver en vue de leur utilisation dans le futur pour l'alimentation en eau potable

CONTENU DES DOCUMENTS D'ACCOMPAGNEMENT DU SDAGE

1/ PRESENTATION SYNTHETIQUE DE LA GESTION DE L'EAU DANS LE BASSIN

- Résumé du rapport d'état des lieux
- Version abrégée du registre des zones protégées
- Bilan du SDAGE
- Carte des SAGE en cours
- Conditions de référence pour les types de masses d'eau présents sur le bassin

2/ PROGRAMME DE MESURES

Recueil de bassin qui rassemble toutes les actions-clé (réglementaires, incitatives, contractuelles, etc.) à mettre en œuvre afin de traiter les problèmes du bassin, classées par orientations fondamentales.

Mesures accompagnées de spécifications géographiques (secteurs définis, localités précises pour les très gros équipements, branche ou secteur industriel).

Estimations financières globales et calendrier, ce dernier notamment dans le cas de dérogation de délai

3/ PRESENTATION DES DISPOSITIONS PRISES POUR LA RECUPERATION DES COÛTS

- Prix moyen, en euro par m³, des services d'eau potable, d'assainissement, et d'irrigation
- Taux de récupération des coûts par secteur économique
- Evaluation des coûts pour l'environnement et pour la ressource

4/ RESUME DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

- Carte des réseaux de surveillance
- Carte de l'état écologique des eaux de surface
- Carte de l'état chimique des eaux de surface
- Carte de l'état quantitatif des eaux souterraines
- Carte de l'état chimique des eaux souterraines

5/ DISPOSITIF DE SUIVI (pour mémoire : devra être opérationnel en 2010 - cf. article 12-V du projet d'arrêté ministériel).

6/ RESUME DES DISPOSITIONS PRISES POUR L'INFORMATION ET LA CONSULTATION DU PUBLIC

- Rappel des actions développées pour informer et consulter le public sur le programme de travail et les questions importantes d'une part, et sur le projet de SDAGE d'autre part
- Principales suites données à la consultation
- Déclaration à la Commission Nationale du Débat Public présentant notamment les suites données à la consultation.

7/ EVALUATION DU POTENTIEL HYDROELECTRIQUE DU BASSIN